

# Journal d' Irak

N° 507a du 01.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_irakiens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

## Sommaire :

### Tiré à part :

Ilia Kramnik : Premier pas : La Grande-Bretagne quitte l'Irak...

[La ruée vers l'or noir irakien.](#)

Gilles Munier : [Qui est digne de l'"autodétermination" en Irak?](#)

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

César Chelala : Pire qu'on ne l'imaginait : les conséquences de la guerre en Irak. !!!

[Les tumeurs cancéreuses, le cadeau du Big Brother aux Irakiens.](#)

### 3 Politique

1) collaborateurs Irakiens

Fin

2) occupants

4 Libération du territoire

Détails.

L'Irak en chiffre.

---

### Tiré à part :

#### Ilia Kramnik : Un premier pas : La Grande-Bretagne quitte l'Irak...

Le 22 novembre 2010, la mission(...) britannique en Irak s'est officiellement achevée.

Les derniers bâtiments de la Royal Navy ont quitté les eaux territoriales du pays : la frégate Cumberland et le bâtiment de transport de chalands de débarquement (LSD) Cardigan Bay.

L'armée britannique a quitté l'Irak encore plus tôt en transférant les positions au sud du pays sous la responsabilité de l'armée irakienne. Désormais, les opérations actives des forces de la coalition internationale en Irak ont cessées. Le contingent américain de 50.000 soldats resté dans le pays mène l'opération New Dawn (Aube nouvelle), visant à soutenir les forces de sécurité irakiennes dans leurs actions de maintien de la paix dans le pays et la formation du personnel de l'armée irakienne.

Il était nécessaire de quitter l'Irak. Ni la Grande-Bretagne, ni les Etats-Unis ne pouvaient se permettre deux guerres simultanées plutôt impopulaires.

Mais mettre fin à la guerre en Afghanistan reste difficile. Le retrait des troupes d'Afghanistan aujourd'hui pourrait conduire (compte tenu du potentiel conflictuel du Pakistan et des anciennes républiques soviétiques) à court terme à un déséquilibre à grande échelle qui affecterait les intérêts des puissances régionales et de certains acteurs mondiaux. De plus, la situation est aggravée par la possibilité pour les extrémistes islamiques et d'autres

forces d'accéder aux moyens nucléaires.

Dans ce contexte, l'Irak, où la situation a été relativement stabilisée en créant un système plus ou moins fonctionnel de gestion et une armée relativement efficace, a l'air de mieux se porter. Jumelées avec le contingent nombreux des sociétés militaires privées et le soutien matériel des Etats-Unis, ces forces pourraient maintenir l'équilibre au sein du pays.

De plus, contrairement à la guerre afghane, la campagne irakienne a commencé à être de plus en plus mal acceptée au sein de la communauté occidentale. Notamment lorsqu'il s'est avéré que l'arme de destruction massive (ADM), qui aurait été fabriquée et prête à être mise en œuvre par Saddam Hussein, n'existait pas. La reconnaissance du caractère mensonger des déclarations des services secrets concernant l'ADM irakienne a porté un immense préjudice à l'image aussi bien des Etats-Unis que de la Grande-Bretagne.

Irak. A qui le tour?

L'Irak n'est pas la seule région quittée par les militaires britanniques. Pour 2020, les soldats britanniques devraient quitter l'Allemagne, où le contingent militaire britannique s'élève actuellement à 25.000 soldats, dont la moitié devrait être rapatriée avant 2015, et l'autre moitié au cours des cinq années suivantes. Ce retrait des troupes était auparavant prévu avant 2035, mais les événements actuels ont contraint d'avancer les délais de 15 ans.

Les capacités des forces expéditionnaires de la Grande-Bretagne et de son armée à mener des opérations militaires autonomes loin de son territoire national, se réduisent aujourd'hui plus que jamais. Dans les années à venir, la réduction du budget militaire contraindra la Royal Navy à conserver un seul porte-avion au lieu de deux actuellement, 19 destroyers et frégates au lieu de 24; l'armée de terre sera privée de plus de 80 chars Challenger sur les 232 actuels, et de 49 canons automoteurs AS-90 sur 75. Le personnel devrait également faire l'objet de réductions : le corps de 175.000 militaires devrait être réduit de 10%, et le contingent civil de 85.000 sera diminué d'un tiers.

Les capacités déjà modestes de l'armée britannique dans la mise œuvre des opérations autonomes seront encore plus réduites. Même à l'heure actuelle, la Grande-Bretagne ne pourrait pas rassembler opérationnellement les forces de la marine, comparables à celles qui étaient opposées à l'Argentine dans la guerre des Malouines (1982).

La compensation du manque de forces par l'art de la diplomatie

La réduction actuelle de l'armée n'est pas la première dans l'histoire de la Grande-Bretagne. En fait, l'armée britannique subit des réductions depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, lorsque les Etats-Unis ont endossé le rôle de première civilisation anglo-saxonne.

D'une part, cette approche est simple et compréhensible : en perdant des dominions et des colonies, la Grande-Bretagne n'avait plus la possibilité d'entretenir les forces de l'Empire. D'autre part, les politiciens britanniques étaient conscients des conséquences à terme de telles réductions, et ils ne pouvaient pas se résigner à toujours rester dans le sillage des Etats-Unis. Et en 1982 la Grande-Bretagne a eu beaucoup de chance, car les Etats-Unis ne se sont pas opposés à l'opération britannique, et ont même pleinement soutenu Londres. Mais il serait difficile de prédire l'issue des événements si un conflit similaire à celui des Malouines se produisait aujourd'hui.

L'affaiblissement conscient de l'armée a poussé la Grande-Bretagne à chercher des alliés. Un tel allié a été trouvé en la personne de la France. Le traité de coopération militaire entre la France et la Grande-Bretagne permet à Londres de compter sur la préservation du poids politique impressionnant, disproportionné par rapport aux capacités militaires suite à toutes les réductions militaires prévues. Le poids de l'union sera d'autant plus important, en fait un autre acteur, le deuxième en termes de potentiel militaire réuni, apparaît dans le monde occidental derrière les Etats-Unis.

Dans ces conditions, " l'union des égaux " avec la France, qui ne prétend pas au rôle de frère aîné de Londres, est une solution idéale pour la Grande-Bretagne. Il ne reste plus qu'à attendre la réponse à la question de savoir dans quelle mesure les points de vue des parties concernant le lieu et la manière de la mise en œuvre des unités communes des forces armées se rejoignent.

Ilia Kramnik,

24/11/2010

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/discussion/20101123/187942630.html>

## La ruée vers l'or noir irakien.

Le nouveau gouvernement irakien a eu le vote de confiance du parlement, mais il lui reste de grands défis à relever dont le pétrole. En désignant l'ancien vice-ministre du pétrole Abdel Karim Al-Laïbi au poste de ministre du pétrole, Nouri Al-Maliki a clairement jalonné sa ligne de conduite qui consiste à préserver les richesses nationales. Pour d'aucuns, le pétrole est une question majeure pluridimensionnelle. En premier lieu viennent les convoitises de l'Occupant, qui, visant avant tout l'or noir irakien, suit d'un œil complaisant les divergences intestines. Omar Al-Mashhadani, expert des questions politiques irakiennes, met l'accent notamment sur ce point, rappelant que c'est le constant de la politique américaine de faire main basse sur les immenses réserves pétrolifères qui dorment dans le sol mésopotamien. Selon lui, la question du pétrole irakien est indirectement gérée par les Etats-Unis et pour cette raison elle revête une importance toute particulière. Le journal libanais As-Safir, citant un responsable international de haut rang, préférant garder l'anonymat, a écrit que le problème du pétrole irakien est comme une bombe à retardement. Et cela dans des circonstances où le gouvernement central

et le Kurdistan irakien ont de nombreuses divergences sur les modalités de l'exploitation du pétrole et des contrats pétroliers conclus avec les compagnies étrangères. Pour Bagdad, qui se réfère à la Constitution, il revient au gouvernement central de superviser directement tous les contrats pétroliers et leur exécution. Ceci dit, il exige plus de transparence à propos de ces contrats, rappelant qu'il ignorait tout sur les modalités de la conclusion de ces contrats dans le nord. La critique envers l'absence de transparence dans les accords pétroliers que l'administration régionale du Kurdistan a conclu avec les compagnies étrangères, ne se limite pas au seul gouvernement central, d'autres groupes kurdes réclament à leur tour des explications de la part des autorités locales, déclarant qu'ils ne savaient rien des détails de ces contrats. Dans ces circonstances, le gouvernement central est bien décidé d'élucider cette question et d'arriver à une entente avec l'administration du Kurdistan. Dans le même temps, il s'est aussi déterminé l'objectif d'exploiter les gisements pétroliers dans l'intérêt de leurs véritables propriétaires, que sont les Irakiens. De l'avis des analystes, l'ambiguïté dans les activités des compagnies étrangères au Kurdistan irakien ne fera que baliser le terrain aux occupants pour piller davantage cette richesse nationale des Irakiens.

23/12/2010

<http://french.tribune.org>

## Gilles Munier : Qui est digne de l'"autodétermination" en Irak?

Depuis que Massoud Barzani, le 11 décembre dernier, dans un discours prononcé lors du congrès du Parti démocratique du Kurdistan (PDKI) qu'il dirige, a évoqué le droit pour les Kurdes irakiens à l'autodétermination pour fonder un Etat indépendant, l'expression est à la mode en Irak.

### Réaction de Fatih Abdulsalam,

sur [Azzaman.com](http://Azzaman.com)

(Traduction : Xavière Jardez)

Tout à coup, le terme « *autodétermination* » refait surface sur la scène politique irakienne. Quant à moi, je suis particulièrement impressionné de la résurgence de ce terme dans un pays dévasté.

« *L'autodétermination* » est une exigence que beaucoup de pays ont avancée au cours des dernières décennies et l'Irak est peut-être parmi ces nations qui en ont le plus besoin.

Par exemple, les Irakiens déplacés à l'intérieur du pays dont les maisons ont été occupées par des milices armées et leurs chefs sont en droit d'avoir l'autodétermination.

Les réfugiés irakiens en Syrie, Jordanie, Egypte, et dans d'autres parties du monde se battent en permanence pour leur autodétermination.

Des centaines de milliers d'anciens militaires dont les unités ont été dissoutes attendent l'autodétermination.

Des millions d'orphelins, de martyrs et d'enfants irakiens espèrent une décision qui les aidera à déterminer leur avenir.

Les Irakiens frappés par la pauvreté qui assistent au détournement de milliards de dollars (*par leurs leaders et leurs factions*) et finissent par ne pas manger à leur faim, ont envie de voir le jour où on leur donnera le droit à l'autodétermination.

Les prisonniers qui languissent dans les prisons publiques ou secrètes ainsi que celles dirigées par le ministère de l'intérieur et les Opérations Militaires de Bagdad plaignent auprès du Tout Puissant, jour après jour, que l'heure arrive enfin d'obtenir le droit à l'autodétermination.

Les victimes des ravages causés par les agences de renseignements internationales et régionales en Irak ont un besoin urgent d'autodétermination.

Et, même ceux qui résident dans la « *Zone Verte* » - gouvernants et gouvernés- ont une constance obsession de l'autodétermination. Ce sont eux qui savent, mieux que tout autre secteur de la société irakienne, le type d' « *autodétermination* » qu'on leur réserve.

23 décembre

Source : Who is worthy of 'self determination' in Iraq? ([Azzaman.com](http://Azzaman.com) – 17/12/10)

<http://www.azzaman.com/english/index.asp?fname=news\2010-12-17\kurd.htm>

## Domages Collatéraux... le Pentagone prolonge

### César Chelala : Pire qu'on ne l'imaginait : les conséquences de la guerre en Irak. !!!

Ce texte, publié originellement en anglais par [Common Dreams](http://CommonDreams.org), a été traduit par Lucille Groult, [traductrice bénévole pour rhinocéros](http://traductricebenevolepourrhinoceros.org).

En 2003, plusieurs semaines avant le début de la guerre d'Irak, j'ai écrit un article sur le conflit imminent, dans lequel je mettais en garde contre les conséquences humanitaires terribles qu'entraînerait une attaque militaire contre ce pays. Je n'ai jamais imaginé qu'elles seraient bien pire que le scénario cauchemardesque que je peignais dans mon article.

Un article récent des docteurs Busby, Hamdan et Ariabi dans l'International Journal of Environmental Research and Public Health décrit les conséquences pour la population civile de l'assaut des forces de la coalition sur Falloujah en 2004. Leurs conclusions sont basées sur une recherche qu'ils ont conduite en janvier et février 2010, au cours de laquelle une équipe de chercheurs a visité 711 maisons de Falloujah pour faire remplir un questionnaire en arabe sur les cancers, les malformations congénitales et la mortalité infantile.

Parmi leurs découvertes, une augmentation dramatique de la mortalité infantile, des cancers et des leucémies des années après l'attaque de cette ville. Le taux de mortalité infantile était de 80 pour 1000 naissances, plus de 4 fois le taux observé en Egypte et en Jordanie, et 9 fois le taux du Koweït. Après 2009, le taux de mortalité infantile a augmenté encore plus nettement, atteignant 136 morts pour 1000 naissances.

Dès 2005, des docteurs irakiens de Falloujah déclaraient qu'ils étaient submergés par le nombre de bébés nés avec de sérieuses malformations, et ils ont également signalé le nombre élevé de cancers et de fausses couches dont souffrait la population de la ville. Le taux de bébé nés avec des malformations du cœur est 13 fois plus élevé qu'en Europe.

Le professeur Chris Busby, un expert dans le domaine des effets de la radiation sur les humains, indique que les particules d'uranium peuvent altérer l'ADN du sperme et des ovules chez les adultes contaminés, et causer ainsi une multitude de malformations congénitales chez tout bébé que ces adultes concevraient. Un docteur de Falloujah cité par le Inter Press Service déclara : « Je peux affirmer que toute une série de pollutions ont été constatées à Falloujah après le massacre de novembre 2004. »

L'armée américaine, qui a tout d'abord nié avoir utilisé du phosphore blanc en tant qu'arme anti-personnelle à Falloujah, est revenue plus tard sur ce déni et a admis en avoir utilisé. Cependant, le Pentagone soutient que le phosphore blanc n'empoisonne pas les personnes, mais les brûle.

**Par conséquent, son utilisation relève du Protocole sur les armes incendiaires, que les États-Unis n'ont pas signé.**

Alors que l'utilisation du phosphore blanc par Saddam Hussein contre les Kurdes a été sévèrement critiquée, la même critique devrait s'appliquer à l'utilisation du phosphore blanc contre les civils à Falloujah.

En plus du phosphore blanc, des munitions à uranium appauvri (UA), contenant des déchets faiblement radioactifs, ont également été utilisées à Falloujah.

**D'après le Pentagone, 1 200 tonnes de munitions à uranium appauvri ont été utilisées à ce jour en Irak.**

Des rapports sur l'offensive américaine à Falloujah ont dénoncé les violations massives des droits de l'homme commises à cette occasion, y compris une violence aveugle affectant civils et enfants.

Écrivant pour The Independent, Patrick Cockburn déclare : « Au cours de l'assaut, les commandants américains ont largement traité Falloujah comme une zone de feu à volonté, afin de réduire les victimes parmi leurs propres troupes. Des fonctionnaires anglais ont été consternés par le manque d'intérêt pour les victimes civiles. »

Un documentaire produit par la RAI, la télévision d'Etat italienne, montre une série de photographies de cadavres de Falloujah avec la chair brûlée mais les vêtements encore intacts, une caractéristique compatible avec les effets connus du phosphore blanc.

Je me souviens d'un poème de Yusef Komunyakaa, « Toi et moi disparaissions », dont la première strophe dit :

« Le cri que je descends de la montagne  
Appartient à une jeune fille qui brûle encore  
Dans ma tête. Au point du jour  
Elle brûle comme un morceau de papier »

César Chelala, est correspondant étranger pour le 'Middle East Times International' (Australie)

<http://www.rinoceros.org/article9935.html>

## Les tumeurs cancéreuses, le cadeau du Big Brother aux Irakiens.

Dans la langue de Virgile, un monstrum(monstre) n'a rien de forcément laid ou terrifiant.

Il peut représenter quelque chose d'inhabituel qu'il convient de montrer.

Les Etats-Unis d'Amérique, eux, ne font que cumuler les acceptions négatives voire horripilants du mot.

On sait que les Américains, outre les bombardements dits "conventionnels" visant les différentes villes irakiennes surtout celles du sud comme Nadjaf, avaient aussi amené dans leurs bagages tout une panoplie d'armes du dernier cri, sorties fraîchement des labos les plus sophistiqués pour leur première baptême du feu sur la terre d'Irak. Des armes prohibées, du phosphore blanc jusqu'à l'uranium appauvri en passant par les produits radioactifs dont le gaz radon, rien n'était oublié, tout y était soigneusement emballé à l'adresse des hommes, des femmes et des enfants irakiens. Sept ans après, les retombées des principes actifs qui se dégagent de ces armes se font toujours sentir, les chiffres ne mentent pas; ils sont sur la table, inexorables et évidents, mettant au grand jour une vérité terrible.

**Durant les années 2003 et 2004, 350 points dans tout le territoire irakien ont été la cible de deux mille tonnes d'uranium appauvri, laissant dans leur sillage 140000 d'Irakiens touchés par toute la gamme de cancer, connus ou inconnus, déplore Mme Nermin Ahmad Osman, ministre irakienne de l'Environnement.** Nonobstant, cela ne se limite pas à ce bilan, la guerre conventionnelle s'est tue mais les impacts néfastes des armes non conventionnelles tuent toujours: tous les jours des dizaines de personnes parmi les habitants du sud irakien dont la ville de Nadjaf sont emportés par le cancer. Le taux de naissances d'enfants difformes est en croissance exponentielle, de sorte que, paniqués les couples refusent d'avoir des enfants. Des bébés cyclopes, un œil unique au milieu du front, à deux têtes soudées sur un même cou, sans bouche, sans nez, ni peau, avec des pieds déformés et des moignons qui leur servent de mains, c'est un monde pygmée que les marines ont débarrassé sur cette terre ancienne, un des berceaux de civilisation qu'est la Mésopotamie!

20/12/2010

<http://french.irib.ir>

---

---

## L'Irak en chiffre: du 01-11 au 01-01-11

---

---

		Tués	Blessés		
	Peuple irakien	177 + x	7 + x		
	Usboys/Autres boys + miliciens	1	X		
	Policiers, armée et collaborateurs & miliciens	18	23		

---

---

### Politique

#### a) Des collaborateurs Irakiens

##### Maliki

##### Maliki fixe comme priorités la sécurité, le pétrole et l'électricité.

Le premier ministre Al-Maliki a qualifié mercredi d'«énorme» la tâche du nouveau gouvernement et a sélectionné cinq dossiers prioritaires: la sécurité, les finances, le pétrole l'électricité et les relations avec l'étranger.

«Nous devons avoir une politique claire dans les domaines de la sécurité, des finances, du pétrole et de l'électricité et améliorer nos relations extérieures» a-t-il déclaré lors du premier conseil des ministres au lendemain de l'intronisation du gouvernement.

«Les défis qui nous attendent sont énormes. Nous devons voir une vision claire sur ces sujets», a-t-il ajouté dans son discours transmis par la télévision officielle Iraqiya.

Pour M. Maliki, qui assure l'interim des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité nationale, les forces irakiennes doivent être capables d'assurer la 'sécurité' lorsque les 50 000 derniers soldats américains auront quitté le territoire.

Le Premier ministre, qui ne souhaite pas une prolongation de la présence américaine, peut se targuer d'avoir divisé par sept le nombre des morts depuis son arrivée au pouvoir en 2006 même si cette année 3500 personnes ont été tuées dans des actes de violences.

«Nous avons surmonté la violence et frappé les hors-la loi mais cela ne veut pas dire que la violence est finie qu'il n'y a plus d'opposition» armée, a-t-il précisé..

L'Irak compte principalement sur sa production pétrolière pour relancer son économie, notamment après la conclusion cette année de contrats d'exploitation avec des majors internationales. La production a atteint 2,5 millions de b/j.

Par ailleurs, les services publics sont toujours dans un état déplorable notamment la production d'électricité. C'est le nouveau vice-Premier ministre Hussein Chahristani, ministre du Pétrole et de l'Électricité par intérim dans le gouvernement sortant, qui est chargé provisoirement du dossier en attendant la nomination du titulaire.

La demande d'électricité se situe autour de 15 000 MW alors que le pays en produit 6000 MW et en importe 1000 MW. Les coupures de courant ont entraîné de violentes manifestations.

C'est à l'indéboulonnable ministre des Affaires étrangères, le Kurde Hoshyar Zebari, en poste depuis 2003, que revient la tâche d'améliorer les relations avec les voisins, notamment avec la Syrie et surtout l'Arabie saoudite qui n'a jamais accepté de voir les sunnites évincés du pouvoir au profit des chiïtes.

22-12

[http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201012/22/01-4354665-irak-maliki-fixe-comme-priorites-la-securite-le-petrole-et-lelectricite.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_moyen-orient\\_291\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201012/22/01-4354665-irak-maliki-fixe-comme-priorites-la-securite-le-petrole-et-lelectricite.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_moyen-orient_291_section_POS1)

---

---

#### 2 Confection d'un gouvernement fantoche

##### Le parlement irakien met fin à neuf mois de vide politique.

Le Parlement irakien a accordé mardi sa confiance au gouvernement d'unité nationale dirigé par le chiite Nouri al-Maliki. Mettant fin à neuf mois de vide politique, il a adopté son programme visant à libéraliser l'économie, développer la production pétrolière et combattre le terrorisme

Nouri-al-Maliki a reconnu que le chemin parcouru pour former ce cabinet avait été ardu en raison de luttes intestines. «Je ne dis pas que ce gouvernement, avec toutes ses composantes, est satisfaisant pour les citoyens,

pour les blocs politiques, pour mon ambition (...) étant donné qu'il a été formé dans des circonstances extraordinaires», a-t-il déclaré devant les députés avant le vote.

Le chef du gouvernement, qui entame son second mandat, a précisé dans son discours que neuf portefeuilles - dont les postes stratégiques de la défense et de l'intérieur - n'avaient pas encore trouvé de titulaires.

### **Gouvernement de compromis**

Le Parlement a ensuite voté séparément pour 29 ministres, trois vice-premiers ministres et le chef du gouvernement. Nouri-al-Maliki assurera lui-même l'intérim des trois portefeuilles de la sécurité.

Ce cabinet est totalement renouvelé en dehors du premier ministre, d'un vice-premier ministre kurde, et de l'indéboulonnable chef de la diplomatie en poste depuis 2003, Hoshyar Zebari, du ministre de la Jeunesse et des Sports et de deux secrétaires d'Etat. Deux anciens ministres changent de poste.

Il s'agit d'un gouvernement de compromis, avec une seule femme qui est secrétaire d'Etat sans portefeuille, mis en place neuf mois après les élections législatives qui n'avaient dégagé aucune réelle majorité.

«L'accord conclu par les partis politiques est plutôt complexe mais ce qui importe, c'est qu'ils aient été capables d'y parvenir via des négociations pacifiques, en évitant un retour des violences», estime Chadi Hamid, directeur de recherche au Brookings Doha Center. «Ceci étant dit, les accords de partage de pouvoir comme celui-ci ont tendance à être très fragiles et les prochains mois constitueront un test pour les mouvements rivaux», a-t-il ajouté.

### **Programme adopté**

Les députés ont également approuvé le programme gouvernemental en 43 points. Il prévoit «de passer d'une économie centralisée à une économie de marché, de lutter contre la corruption, accroître la production pétrolière, encourager les investissements, lutter contre le terrorisme et le confessionnalisme.

La situation en Irak et les changements dans le secteur de l'énergie sont suivis avec attention par les investisseurs étrangers. Le pays s'est donné pour objectif de devenir l'un des principaux producteurs de pétrole. L'ancien premier ministre Iyad Allaoui, dont l'alliance électorale avait obtenu le plus grand nombre de sièges le 7 mars, a annoncé la participation pleine et entière de sa coalition, soutenue par les sunnites, au gouvernement. Le bloc Iraqiya «jouera un rôle actif, productif et coopératif», a-t-il promis.

### **Confessionnalisme**

Les législatives de mars ont été marquées par le confessionnalisme. Les chiites ont voté pour la liste de l'Etat de droit de Nouri-al-Maliki et l'Alliance nationale irakienne, alors que les sunnites se sont prononcés en masse pour la liste laïque Iraqiya de M. Allawi.

Un accord de partage de pouvoir a été conclu le 10 novembre entre les trois grandes communautés d'Irak: les chiites, les sunnites et les Kurdes. M. Maliki a été reconduit à la tête du gouvernement. Le Kurde Jalal Talabani a été maintenu à la présidence du pays et le sunnite Ossama Noudjaifi a été nommé président du parlement.

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/83dd2f9c-0d20-11e0-8878-](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/83dd2f9c-0d20-11e0-8878-76b803449127/Le_parlement_irakien_met_fin_à_neuf_mois_de_vid_e_politique)

[76b803449127/Le\\_parlement\\_irakien\\_met\\_fin\\_à\\_neuf\\_mois\\_de\\_vid\\_e\\_politique](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/83dd2f9c-0d20-11e0-8878-76b803449127/Le_parlement_irakien_met_fin_à_neuf_mois_de_vid_e_politique)

## **Le Parlement autorise trois sunnites à reprendre des fonctions politiques,**

(Le Parlement irakien a fait un pas important samedi vers un gouvernement d'unité nationale, en levant l'interdiction d'exercer des fonctions politiques qui pesait sur trois sunnites. En mars dernier, ces derniers avaient été empêchés de se présenter aux législatives après avoir été accusés d'être liés à l'ancien régime de Saddam Hussein.

Le vote laisse entrevoir la fin de plusieurs mois de troubles politiques liés au scrutin du 7 mars, qui n'avait pas permis l'émergence d'une majorité claire. Il ouvre aussi la voie à une participation plus large des sunnites au gouvernement, dirigé par le chiite Nouri al-Maliki.

En ouverture de séance, ce dernier a déclaré au Parlement qu'il présenterait la composition de son nouveau gouvernement lundi, cinq jours avant une date-butoir fixée par la constitution. Le Parlement aura alors à approuver les candidats à 36 ministères, trois vice-Premiers ministres et au moins deux vice-présidents avant que le gouvernement ne puisse se mettre au travail.

Par 109 voix contre 61, samedi, les membres du Parlement ont autorisé l'ancien parlementaire Saleh al-Mutlaq et deux autres sunnites à reprendre des fonctions politiques. M. Al-Mutlaq, détracteur du Premier ministre et membre du bloc Iraqiya soutenu par les sunnites qui a remporté le plus grand nombre de sièges aux législatives, devrait assumer une fonction au sein du gouvernement plutôt que de rejoindre la législature.

AP

22-12

Le gouvernement de compromis compte 45 ministères et secrétariats d'Etat, dont dix n'ont pas encore été pourvus. L'Alliance Nationale (chiite) s'octroie la part du lion avec le poste de premier ministre, de vice-Premier ministre et 17 portefeuilles, dont celui du Pétrole.

La liste Iraqiya obtient un poste de vice-Premier ministre et huit ministères, dont les Finances, et les Kurdes gardent leur poste de vice-Premier ministre et gèrent trois ministères, dont les Affaires étrangères. La petite coalition Wassat (10 sièges) obtient deux ministères et un chrétien devient ministre de l'Environnement.

Selon un décompte de l'AFP, parmi les 35 ministres nommés figurent 20 chiites, 10 sunnites, quatre kurdes et un chrétien.

Dans une déclaration à la presse, l'ambassadeur américain à Bagdad James Jeffrey a estimé que le gouvernement d'union était une nécessité pour résoudre les problèmes comme accroître la production pétrolière, s'attaquer «aux racines de la violence, de l'insurrection et du terrorisme» et poursuivre la réconciliation.

«Pour réaliser chacune de ces choses, vous avez besoin d'un gouvernement qui rassemble les différents acteurs car c'est le moyen d'avancer», a-t-il souligné.

[http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201012/22/01-4354665-irak-maliki-fixe-comme-priorites-la-securite-le-petrole-et-lelectricite.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_moyen-orient\\_291\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201012/22/01-4354665-irak-maliki-fixe-comme-priorites-la-securite-le-petrole-et-lelectricite.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_moyen-orient_291_section_POS1)

---

## Les grandes manœuvres

La Constitution donne le droit à plusieurs provinces de former, après référendum, une région, ce qui leur confère une part plus importante du budget.

### Eclairage

De nombreux Arabes sunnites irakiens déçus par les résultats des tractations politiques envisagent de suivre le modèle kurde pour créer leur propre région autonome, et contrebalancer ainsi un pouvoir qu'ils jugent confisqué par les chiites.

« Que les Kurdes prennent le Nord et les chiites le Sud ! Ils n'ont qu'à choisir leurs représentants, ce n'est pas notre affaire », déclare Ahmad Dhiyab al-Joubouri, imam de la mosquée Abdoul Rahman de Mouqdadiya, dans la province de Diyala (centre), dont la population est majoritairement arabe sunnite.

« Au Kurdistan, ils ont leur propre budget. Les chiites, eux, occupent le gouvernement central, dénonce-t-il. Nous, nous n'obtenons rien, à part les raids des forces de sécurité et les arrestations. »

Minoritaires dans le pays, les Arabes sunnites, qui ont dominé l'Irak de sa création en 1920 jusqu'à la chute de Saddam Hussein en 2003, avaient largement boycotté les législatives de 2005. Cette année, les électeurs sunnites ont fortement soutenu la liste laïque Iraquiya de Iyad Allawi (chiite) qui a réalisé un bon score aux élections du 7 mars. Mais, après des mois de négociations, c'est le Premier ministre sortant Nouri al-Maliki, chef de file d'une vaste coalition chiite, qui a finalement été chargé fin novembre de former le prochain gouvernement.

« Nous avons voté pour Iraquiya pour enrayer la campagne de marginalisation contre les Arabes sunnites, affirme Talal Abdoul Karim Hussein al-Matar, chef de la tribu Albo Aswad, dans la province de Salaheddine. Mais si le nouveau gouvernement continue comme cela, nous utiliserons la loi sur les provinces pour obtenir plus de pouvoirs. »

La Constitution donne le droit à plusieurs provinces de former, après référendum, une région, ce qui leur confère une part plus importante du budget et davantage d'autonomie dans la gestion de leurs affaires internes.

Pour qu'une telle consultation soit organisée, il faut recueillir l'accord de 10 % de la population de la province ou du tiers des membres de son conseil provincial.

Cet autonomisme constitue un tournant pour les responsables sunnites, qui avaient initialement rejeté la Constitution, lors de son vote par référendum, en raison justement de son article relatif aux régions.

« À Iraquiya, nous rejetons l'idée (de l'autonomie), mais il est vrai qu'elle fait l'objet de discussions », a déclaré Abdoul Karim al-Samarrai, un député d'Iraquiya de Samarra, capitale de la province de Salaheddine. « C'est risqué, car cela peut entraîner l'éclatement du pays », a-t-il poursuivi, ajoutant toutefois que « si les réformes politiques ne sont pas mises en place, les gens vont de plus en plus y réfléchir, et on ne pourra pas les ignorer ». L'intérêt pour l'autonomie est cependant inégal. Si l'idée fait son chemin dans le « triangle sunnite » (Anbar, Diyala et Salaheddine), les Arabes sunnites des provinces de Kirkouk et Ninive, que se disputent Arabes et Kurdes, semblent davantage préoccupés par la querelle avec le Kurdistan que par l'influence du gouvernement central.

À ce jour, la province chiite de Bassora (Sud) est la seule à avoir organisé une consultation sur l'autonomie. C'était en 2008, et elle avait été rejetée.

Pour le politologue Taha Moustafa Adel, les problèmes de l'Irak pourraient pourtant être résolus par la création de régions selon les frontières ethnoconfessionnelles. « Nous sommes comme des fils qui avons perdu notre père et qui nous battons pour son héritage, estime ce professeur de l'université de Diyala. Cette dispute ne s'arrêtera que si l'héritage est justement partagé. »

[http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680860/En\\_Irak%2C\\_des\\_Arabes\\_sunnites\\_preconisent\\_desormais\\_l%27autonomie.html](http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680860/En_Irak%2C_des_Arabes_sunnites_preconisent_desormais_l%27autonomie.html)

## Barzani a revendiqué le droit à l'autodétermination pour les Kurdes.

Une situation qui menace la stabilité du pays qui vit déjà sous le feu des bombes.

### Un prélude à la scission

Au début de la 13e réunion de son parti, le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a revendiqué, samedi dernier, le droit à l'autodétermination pour les Kurdes. Une revendication qui a provoqué une inquiétude non seulement au sein des Iraquiens, mais aussi chez la communauté internationale, parce qu'elle pourrait être un prélude à une scission de l'Iraq. « Nous allons soumettre aujourd'hui la question de l'autodétermination aux personnes participant à ce congrès, car nous considérons que nous avons droit à l'autodétermination », a-t-il déclaré, lors d'un discours au début de la réunion du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), dont il est le chef.

C'est la première fois que le dirigeant kurde propose, en des termes aussi clairs, à son parti de se prononcer sur une possible indépendance du Kurdistan irakien, qui bénéficie depuis une vingtaine d'années d'une large

autonomie vis-à-vis du gouvernement central de Bagdad. La réunion du PDK s'est ouverte en présence notamment du président iraquien Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), du premier ministre désigné, Nouri Al-Maliki, et d'Iyad Allaoui, chef de file d'Iraqiya, liste laïque soutenue par une majorité de sunnites et qui a obtenu le plus de sièges au Parlement de Bagdad lors des dernières législatives. Les 1 300 membres du PDK seront appelés à voter sur la question de l'autodétermination, a indiqué une source au sein du parti, sans préciser quand ce scrutin aurait lieu. Le PDK constitue la principale force politique du Kurdistan, et la coalition qu'il forme avec l'UPK est majoritaire au Parlement régional depuis les élections de 2009. En outre, le parti doit se doter de nouvelles instances dirigeantes, composées d'une cinquantaine de membres. Le PDK est l'une des composantes de la coalition au pouvoir en Iraq. Et M. Barzani vient de jouer un rôle crucial pour dénouer la crise politique dans laquelle l'Iraq s'est enfoncé après les élections du 7 mars.

En effet, c'est lui qui est parvenu à arracher, le mois dernier, aux dirigeants des principales formations iraqiennes un accord de partage de pouvoir, qui a ouvert la voie à l'attribution des plus hautes charges du pays, après huit mois d'impasse. M. Maliki a encore 15 jours pour former son prochain gouvernement.

Après une première forme d'autonomie obtenue dans les années 1970, le Kurdistan, qui rassemble trois provinces du nord de l'Iraq (Erbil, Dohouk et Souleimaniyeh), s'est véritablement émancipé de la tutelle de Bagdad après la guerre du Golfe, en 1991. Mais le Kurdistan a ensuite été divisé par la guerre impitoyable que se sont livrée l'UPK et le PDK de fin 1994 à 1998, et qui a fait 3 000 morts.

Les deux partis se sont réconciliés sous les auspices de Washington à tel point de s'allier pour les élections de 2005, qui ont porté Massoud Barzani à la présidence de la région. Le Kurdistan possède son propre parlement et dispose de prérogatives étendues dans tous les domaines, à l'exception des affaires étrangères et de la défense. Une autonomie qui s'est maintes fois heurtée ces dernières années à l'autorité du gouvernement central, notamment sur la question des contrats pétroliers qu'il a signés avec des compagnies étrangères, et que Bagdad ne reconnaît pas. En outre, les Kurdes revendiquent de vastes portions de territoires hors de leurs frontières administratives actuelles, principalement dans la province riche en pétrole de Kirkouk, mais aussi dans celles de Ninive (nord), Salaheddine et Diyala (centre). « Quand Kirkouk reviendra, nous en ferons un exemple de coexistence et de gouvernance partagée, mais nous ne négocierons pas son identité », a déclaré M. Barzani, dans son discours au sein de son parti.

#### Réactions des sunnites et chiites

Cette revendication d'un droit à l'autodétermination lancée par Barzani a suscité la stupeur des Iraquiens sunnites et chiites. « Le droit à l'autodétermination concerne les peuples sous occupation, mais ce n'est pas le cas du Kurdistan, qui jouit d'un statut spécial en Iraq », a affirmé dimanche dernier à l'AFP la députée Alia Noussayef, de la liste laïque Iraqiya soutenue par une majorité de sunnites. Partageant le même avis, plusieurs analystes se sont demandés : le fédéralisme réclamé par les Kurdes (durant les négociations sur la Constitution iraquienne) visait, en fait, à former une région pour mieux se séparer de l'Iraq. La consternation dominait également chez les partisans du chef radical chiite Moqtada Sadr. En affirmant que les déclarations de Barzani ne servent pas les intérêts de l'Iraq et suscitent des tensions. « Je crois qu'un Iraq uni est bien meilleur qu'un Iraq divisé. Les chefs politiques présents au congrès n'ont pas réagi pour ne pas mettre de l'huile sur le feu », a déclaré un député de la liste Iraqia, Jawad Al-Hasnawi.

Pour soutenir son président, le premier ministre de la région kurde a enfoncé le clou. « Il y a un consensus au sein des Kurdes sur le fait qu'il est légal et légitime d'avoir le droit à l'autodétermination », a affirmé Barham Saleh. Lors du débat sur la Constitution iraquienne, « lorsque nous défendons l'idée d'un Iraq fédéral, nous avons dit que c'était une forme d'expression du droit à l'autodétermination. Nous n'avons jamais abandonné ce droit », a-t-il ajouté.

La Constitution donne le droit à plusieurs provinces de former, après référendum, une région, ce qui leur confère une part plus importante du budget, et davantage d'autonomie dans la gestion de leurs affaires internes. Pour qu'une telle consultation soit organisée, il faut recueillir l'accord de 10 % de la population de la province ou du tiers des membres de son conseil provincial. Cet autonomisme constitue un tournant pour les responsables sunnites, qui avaient initialement rejeté la Constitution, lors de son vote par référendum, en raison justement de son article relatif aux régions .

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/12/15/marab3.htm>

---

## Prisons, exactions & torture

Gilles Munier : [Compte à rebours pour Tarek Aziz et ses compagnons condamnés à mort.](#)

Le 5 décembre, Hoshyar Zebari, ministre kurde irakien des Affaires étrangères (et proche parent de Massoud Barzani) a rejeté la demande de clémence en faveur de Tarek Aziz présentée par son homologue italien Franco Frattini, en visite en Irak.

Zebari a demandé à l'Italie et aux pays étant intervenus dans le même sens – parmi lesquels plusieurs pays arabes – « de respecter la décision de la justice irakienne ». « Les droits de M. Aziz ont été respectés. Il avait des avocats. Son procès n'a pas été secret » a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse donnée en présence de Frattini.

Le ministre irakien ment. Tout le monde sait que les procès politiques en Irak sont injustes, marqués par le confessionnalisme, le communautarisme et l'esprit de vengeance.

Certes, le procès de Tarek Aziz n'était pas « secret », mais il n'était pas public et ses droits n'ont pas été respectés. Sa condamnation et celle de ses compagnons (1) avaient été fixées à l'avance. Le juge était membre



d'Al-Dawa et son avocat, commis d'office, choisi par le régime de Bagdad. Bushra al-Khalil, avocate libanaise, a été privée de son droit de plaider.

Franco Frattini s'est également entretenu avec Nouri al-Maliki de la situation des chrétiens irakiens, au risque de donner l'impression que les Occidentaux ne se préoccupent que du sort de cette minorité. Les mandéens, les shabaks et les yézidis, opprimés eux aussi pour des motifs religieux, parlent, à mots couverts, de discrimination. L'idée de Mgr Louis Sako, archevêque chaldéen de Kirkouk - à qui Pax Christi International vient de décerner son prix de la paix - de créer une force internationale pour protéger les chrétiens irakiens, est particulièrement contre productive (2).

Tarek Aziz et ses compagnons condamnés à mort attendent la nomination des vice-Présidents de la République pour savoir si l'un d'eux - comme lors de précédents procès politiques - est susceptible de signer leur arrêt de mort à la place de Jalal Talabani, qui dit être hostile à la peine capitale.

Dans ce procès, les condamnés à mort sont : Tarek Aziz, Saadoun Shaker, Abed Hammoud, Sabawi Ibrahim et Abdel Ghani Abdel Ghaffour.

Gilles Munier

[Comité Valmy](#)

Franco Frattini et Hoshiyar Zebari

Mercredi 8 décembre 2010

(2) <http://www.oecumene.radiovaticana.org/fr1/Articolo.asp?c=444879>

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1009>

---

## b) Les occupants

### 1) Usa

#### Prisons, exactions & torture

#### Cinq millions de dollars cash pour les tortionnaires de la CIA.

La CIA a accepté de financer à hauteur de 5 millions de dollars la défense de Jim Mitchem et Bruce Jasen, deux fondateurs des méthodes de tortures employées au sein de cette Organisation.

Ces deux psychologues ont, entre autre, inventé la méthode de « WaterBoarding » ou simulacre de la noyade, constamment utilisées dans les prisons américaines en Irak et en Afghanistan.

Après le scandale provoqué par la révélation de ces méthodes, la justice américaine a lancé des poursuites contre certains agents de la CIA dont ces deux psychologues.

18/12/2010

<http://french.irib.ir>

---

## b) Les alliés (des Usa)

### 1 Onu

#### Des milliers de chrétiens fuient vers le nord du pays, selon le HCR.

Des milliers de chrétiens irakiens fuient les provinces centrales du pays pour gagner le nord, sous contrôle kurde, où la situation sécuritaire est meilleure, a indiqué vendredi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Un millier de familles ont quitté Bagdad et la province de Mossoul depuis l'attaque du 31 octobre contre une Eglise de la capitale qui avait fait 68 morts, a précisé Melissa Fleming, porte-parole du HCR.

20/12

(AP)

---

## 3 Dans le monde

### Israël

#### Selon Al-Dhari, des entreprises israéliennes opèrent en Irak.

25/12

Le chef d'une association irakienne, Harith al-Dhari, affirme que des entreprises affiliées au Mossad, l'agence d'espionnage israélienne, travaillent librement dans tout l'Irak.

Al-Dhari, le chef de l'Association des oulémas musulmans, affirme que les entreprises israéliennes sont particulièrement concentrées dans le nord du pays, dans la région du Kurdistan.

Selon Al-Dhari, la personnalité religieuse sunnite anti-zunienne la plus influente et éminente de l'Irak, « les entreprises travaillent directement avec les agences d'espionnage sionistes. »

« Opérant sous des noms arabes, anglais et turcs, ces entreprises israéliennes s'infiltrèrent en Irak, » a-t-il ajouté.

Des rapports disent qu'au moins 70 entreprises israéliennes opèrent en Irak, en utilisant une procuration de compagnies arabes ou européennes.

Plus tôt, cette année, des agents des douanes syriennes ont saisi plusieurs camions se dirigeant vers l'Irak chargés de produits israéliens.  
En 2008, l'agence de presse irakienne *Yaqen* a dévoilé que plus de 55 sociétés israéliennes travaillent en Irak sous des noms d'emprunt.  
L'agence a ajouté que ces entreprises sionistes travaillent dans divers domaines, incluant les infrastructures et le marketing.  
Elle a aussi indiqué qu'Israël exporte pour plus de 300 millions de dollars de marchandises par an en Iraq.  
Ces entreprises, selon le rapport, ont obtenu des contrats pour des projets de construction en Iraq, grâce à l'aide « de l'Agence zuniennne pour le développement international qui supervise l'attribution  
[http://www.lepost.fr/article/2010/12/25/2351289\\_selon-al-dhari-des-entreprises-israeliennes-operent-en-irak.html](http://www.lepost.fr/article/2010/12/25/2351289_selon-al-dhari-des-entreprises-israeliennes-operent-en-irak.html)

---

## 4 Lutte pour la libération du territoire

### Perte civile

12/12

Onze personnes, dont six policiers, une femme et un caméraman d'une chaîne locale Omar Rassem al-Qaïssi, 24 ans, ont été tuées dans une attaque kamikaze près du siège du gouvernorat à Ramadi, capitale de la province d'Al-Anbar, à 100 km à l'ouest de Bagdad, a-t-on indiqué à l'hôpital de la ville.

La même source a précisé qu'il y a eu 41 blessés, dont des femmes et des enfants.

(AFP)

### Pertes des résistants

20/12

Trois Libyens soupçonnés de se préparer à commettre des actions kamikaze avant Noël ont été tués lundi par l'armée irakienne dans la ville de Mossoul (nord), a affirmé le porte-parole du ministère de la Défense, le général Mohammad al-Askari.

AFP

27/12

Deux kamikazes se sont fait exploser dans un poste de police de Mossoul, dans le nord de l'Irak, tuant quatre policiers, dont un lieutenant-colonel, selon un bilan fourni par un responsable du ministère de l'Intérieur.  
Une troisième personne équipée d'une ceinture d'explosifs a été abattue par la police avant de pouvoir activer sa bombe.

AP

### Pertes déclarée du contingent en fin de mission de combat

#### Les armées réparent à donner des chiffres officiels

12/12

L'armée américaine a annoncé qu'un de ses hommes avait été tué dans le sud de l'Irak,

AP)

### Pertes des forces collaboratrice locales - Province non précisée

10-12

Dans le secteur d'Al-Aouja, ville natale de l'ancien président Saddam Hussein, deux policiers ont été tués par des hommes armés qu'ils avaient pris en chasse, a indiqué un responsable de la police locale.

AFP

12/12

Deux policiers ont trouvé la mort dans des attaques dans le nord du pays.

AP)

## Les combats par provinces

10-12

Le mois de novembre, au cours duquel 171 Irakiens ont péri dans les violences selon des chiffres officiels, a cependant été le moins meurtrier depuis un an pour la population irakienne.

AFP

### 1-1 Bagdad

10-12

Dans le sud-est de la capitale, une bombe a explosé près d'un café du secteur de Howeirij, faisant un mort et sept blessés, selon un responsable du ministère de l'Intérieur. Deux policiers ont été blessés par l'explosion d'une autre bombe, dans le quartier d'al-Ahlam (sud-ouest).

AFP  
24-12

"Deux membres de la police fédérale qui effectuaient une patrouille dans le quartier de Qadissiya ont été abattus par des inconnus", a affirmé ce responsable de la police qui a tenu à garder l'anonymat.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/12/24/97001-20101224FILWWW00335-irak-deux-policiers-tues.php>

---

## 1-5 Province de Diyala

Bourouz,

10-12

A Bourouz, à 10 km au sud de Baqouba, dans la province multiconfessionnelle de Diyala, un engin artisanal a explosé près du domicile d'un dirigeant local des Sahwa, ces milices constituées d'anciens insurgés ralliés à la lutte contre des résistants. Son épouse et deux de ses enfants ont été blessés.

Si la localité de Bourouz est contrôlée par les forces de sécurité et les Sahwa, ses alentours demeurent des bastions de la résistance.

AFP

---

## 1-4 Province de Ninive (Mossoul (capitale de la région nord du pays - à 375 km au nord de Bagdad,) Hawijah, Kassak"(70 km au nord-est de Mossoul) & Tall Afar )

Mossoul

20/12

Trois Libyens soupçonnés de se préparer à commettre des actions kamikaze avant Noël ont été tués lundi par l'armée irakienne dans la ville de Mossoul (nord), a affirmé le porte-parole du ministère de la Défense, le général Mohammad al-Askari.

AFP

27/12

Deux kamikazes se sont fait exploser dans un poste de police de Mossoul, dans le nord de l'Irak, tuant quatre policiers, dont un lieutenant-colonel, selon un bilan fourni par un responsable du ministère de l'Intérieur.

Le lieutenant-colonel Oglia pourrait avoir été visé parce qu'il avait commandé la semaine dernière une opération contre une cellule d'Al-Qaïda au cours de laquelle un dirigeant de la branche irakienne du réseau avait péri, a-t-il ajouté.

Trois autres policiers ont péri dans l'attaque, selon le responsable du ministère de l'Intérieur.

Une troisième personne équipée d'une ceinture d'explosifs a été abattue par la police avant de pouvoir activer sa bombe.

AP

---

## L'Irak en chiffres (depuis le début de la guerre de conquête en mars )

Peuple

Civils tués (depuis l'occupation) **1 367 508** ( chiffre minimum)

Civils blessés (depuis l'occupation) **1.148.441**( chiffre très très minimum)

Civils violés (par les troupes d'occupations) 2.507 (voir Ibrahim Allousch

Civils/Résistants arrêtés : (une dizaine par jour...) 8.945 (chiffre minimum)

Résistants (décrit tel quel ) tués **4.133**( chiffre minimum)

Résistants (décrit tel quel ) blessés **3.899** (chiffre minimum)

En prison 1.900 (chiffre minimum)

Embargo 750.000 enfants (chiffre minimal)

Embargo 750.000 adultes (chiffre moyen)

Militaires irakiens tués pendant l'invasion 45.596 (chiffre minimal)

Civils tués pendant l'invasion 120.200 (chiffre minimal)

Coalition

Nombre de Soldats tués (ou morts...) 34.712

Soldats rapatriés (blessés ou malades)	744..113
(*) dont 10% meurent en cours de route ou à l'hôpital)	
Disparus (dans la nature)	1.014
Désertions	5.501
Mutinerie	2 corps + 25
Aide psychologique	66.108***
Suicides	5.683 (chiffre très minimal)
Mercenaires tués	986
Mercenaires blessés	7 106
Policiers/soldats/miliciens irakiens tués	13.688
Policiers /soldats/miliciens irakiens blessés	<b>27.532</b> (chiffre minimal)
Policiers /soldats irakiens disparus (dans la nature)	13.916
Autres tués (collaborateur)	5780
Autres blessés (collaborateur)	9.783

### Nombre d'attaques de la résistance de 2003 à 2008:

Oléoducs, les infrastructures pétrolières & d'électricité	<b>164.001,</b> 464 attaques (grand minimum)
Infrastructures du rail	195 attaques (idem)
Hélicoptères	104 ++ (idem)
Avions (& drone)	29 ++

---

**Ces** totaux sont obtenus par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

---

**Ces** totaux sont obtenus par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

### Rapts à Kirkouk...

Des inconnus ont kidnappé la belle-soeur d'un haut gradé kurde de la police et ce rapt a été suivi par l'enlèvement d'un chef tribal et de sa fille dans la région multiethnique de Kirkouk, a indiqué dimanche la police.

Samedi soir à Gharnata, un quartier du sud de la ville pétrolière de Kirkouk, à 240 km au nord de Bagdad, quatre hommes vêtus d'uniforme militaire, ont fait irruption dans la maison d'un policier kurde Hamed Taher al-Barzanchi. Ils l'ont bâillonné et menotté avant d'enlever sa femme Haïfa Abdel Saheb, 25 ans. Ce policier est le frère du chef du département des affaires internes de la police de Kirkouk, le colonel Mohammad Taher al-Barzanchi, a affirmé cette source qui soupçonne le groupe d'insurgés Ansar al-Sunna d'être l'auteur du rapt.

Deux heures plus tard à Abou Mohammad, un village à 35 km au sud de Kirkouk, un autre groupe armé a pénétré au domicile du chef de la tribu sunnite d'Ezza et ont enlevé cheikh Sayyah Thabet al-Ezzi, 52 ans, et sa fille Rima, 18 ans.

Le chef de la police de la province de Kirkouk, le général Jamal Taher Baker, a confirmé le rapt de la femme du policier et a accusé "les criminels de chercher à susciter un conflit ethnique au sein des communautés de Kirkouk".

"La police ne doit pas échanger des personnes enlevées contre des détenus car cela encourage les terroristes et le troc qui a eu lieu récemment était une erreur", a-t-il ajouté. Le colonel Mohammad al-Barzanchi et cheikh al-Ezzi avaient négocié un tel échange il y a deux mois.

Le 28 octobre, La police de Kirkouk avait accepté, pour la première fois, d'échanger cinq insurgées proches d'Al-Qaïda contre deux filles d'un notable kurde kidnappées quelques heures plus tôt.

"Nous avons joué un rôle pour que soient relâchées cinq femmes arabes, arrêtées pour leur implication dans des crimes terroristes, en échange de la libération des deux filles", âgées d'une vingtaine d'années, avait affirmé à l'époque le colonel kurde Arras al-Kaki, chef des unités anti-terroristes à Kirkouk.

"Deux des cinq criminelles libérées sont les femmes de deux chefs d'Ansar al-Sunna actuellement détenus", avait-il ajouté en affirmant avoir voulu ainsi éviter des troubles dans la ville.

Quatre insurgés d'Ansar al-Sunna avaient enlevé les deux filles de Walid Jalal al-Kaki, un homme d'affaires kurde de 55 ans proche du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Les ravisseurs avaient proposé d'échanger les deux filles, contre cinq femmes et deux hommes arrêtés deux semaines plus tôt dans un maison du centre de Kirkouk, où se trouvaient des armes et des documents d'Ansar al-Sunna. Mais finalement, l'échange n'avait concerné que les cinq prisonnières.

Fondé en 2003, Ansar al-Sunna est une coalition de groupes salafistes surtout actifs dans le nord de l'Irak..

Kirkouk est une province multi-ethnique .

AFP |

12.12.

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19